

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS309/5

5 avril 2004

(04-1525)

Original: anglais

CHINE – TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE FRAPPANT LES CIRCUITS INTÉGRÉS

Demande de participation aux consultations

Communication du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu

La communication ci-après, datée du 1^{er} avril 2004, adressée par la délégation du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu à la délégation de la Chine, à la délégation des États-Unis et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Me référant à la demande de consultations présentée par les États-Unis concernant le fait qu'en République populaire de Chine (Chine), les entreprises ont droit à un remboursement partiel de la taxe sur la valeur ajoutée sur les circuits intégrés, j'ai l'honneur, suivant les instructions des autorités de mon pays, d'informer les parties appelées en consultations et l'Organe de règlement des différends que, conformément à l'article 4:11 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord), le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu désire être admis à participer aux consultations.

La demande de consultations présentée par les États-Unis conformément à l'article 4 du Mémoire d'accord, à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et à l'article XXII:1 de l'Accord général sur le commerce des services a été distribuée à tous les Membres sous la cote WT/DS309/1 le 23 mars 2004.

Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a un intérêt commercial substantiel ainsi qu'un intérêt systémique dans cette affaire. Selon nos statistiques douanières, nous sommes l'un des plus gros fournisseurs de circuits intégrés de la Chine. En 2003, la valeur totale des importations chinoises en provenance de notre territoire s'est élevée à 1,8 milliard de dollars EU environ. En fait, ce chiffre a augmenté à un taux annuel de 13,9 pour cent, 181,6 pour cent et 105,1 pour cent respectivement ces trois dernières années. Compte tenu de notre intérêt commercial substantiel, nous souhaitons notifier notre désir d'être admis à participer à ces consultations conformément à l'article 4:11 du Mémoire d'accord.

Nous vous serions très reconnaissants de bien vouloir nous informer dès que possible de la date et du lieu des consultations.
